

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil  
accompagnant le projet de décret portant  
approbation de l'avenant acceptant l'adhésion  
de plein droit du canton de Berne au concordat  
intercantonal créant une Haute Ecole spécialisée  
de Suisse occidentale (HES-SO)**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret portant approbation de l'avenant acceptant l'adhésion de plein droit du canton de Berne au concordat intercantonal créant une Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), du 9 janvier 1997.

## 1. INTRODUCTION

Le 20 décembre 2001, le canton de Berne a demandé au Comité stratégique de la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) d'entamer les travaux nécessaires à l'élargissement du concordat HES-SO au canton de Berne.

Le 23 janvier 2002, conformément à sa décision de principe du 5 mai 2000, le Comité stratégique de la HES-SO a requis les instances chargées de l'évaluation du concordat de procéder aux études appropriées, notamment en ce qui concerne les aspects financiers et légaux d'un élargissement.

Le Comité stratégique a pris connaissance du résultat des travaux le 13 septembre 2002. Le 29 novembre 2002, il a adopté un avenant au concordat HES-SO, du 9 janvier 1997, acceptant l'adhésion du canton de Berne.

Cette modification du concordat doit être approuvée par les six parlements de Suisse occidentale. Le Grand Conseil bernois devra également se prononcer sur l'adhésion du canton.

## 2. ÉLÉMENTS DU CONTEXTE HES EN RELATION AVEC LA DEMANDE BERNOISE

### 2.1 Dans le cadre de la HES-SO

Dès 1994, lors des travaux préparatoires à l'émergence de la HES-SO, l'opportunité d'intégrer le canton de Berne a déjà fait l'objet de discussions. A l'époque, les autorités bernoises n'avaient pas jugé pertinente une intégration au concordat. En revanche, elles avaient sollicité et obtenu l'autorisation d'envoyer des observateurs auprès du groupe de coordination qui conduisait les travaux préparatoires et, notamment, la rédaction du concordat.

A défaut d'une adhésion, la collaboration avec le canton de Berne sera reconnue prioritaire et fera l'objet d'un accord-cadre, formellement inscrit à l'article 2 al. 2 du concordat.

La version définitive de l'accord-cadre, du 22 septembre 1999, permettra d'établir des liens directs entre les organes dirigeants de la HES bernoise et du canton de Berne avec les responsables de la HES-SO.

La demande d'adhésion du canton de Berne au concordat s'inscrit donc dans une logique de collaboration vieille de plusieurs années déjà.

### 2.2 Dans le cadre de la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2)

Associées dès le départ de l'étude, les autorités bernoises franchissent cette fois-ci le pas de l'adhésion pure et simple. La convention intercantonale créant la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande, du 6 juillet 2001, regroupe, de plein droit, les cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura.

L'évolution de certaines données politiques locales bernoises, l'importance grandissante des Hautes Ecoles spécialisées et leur reconnaissance, ainsi que les besoins de la «région» Berne-Jura-Neuchâtel / BEJUNE, expliquent certainement les décisions des autorités bernoises de s'intégrer à part entière à ce nouveau réseau.

Les structures communes mises en place pour gérer les deux Hautes Ecoles spécialisées ainsi que leur intégration annoncée justifient encore, si besoin était, la demande bernoise d'adhérer au concordat HES-SO.

### 2.3 Dans le cadre des conditions émises par les autorités fédérales lors de la délivrance des autorisations provisoires d'exploiter une HES

Dans les deux autorisations provisoires accordées à la HES-SO et à la HES bernoise (2 mars 1998 et 28 septembre 1998), les autorités fédérales émettaient notamment des conditions de concentration de filières émergeant des deux Hautes Ecoles spécialisées intéressées.

Il s'agissait des filières suivantes:

- électricité, énergie électrique
- microtechnique
- mécanique

dont une concentration partielle devait être réalisée entre les écoles d'ingénieurs de Bienne, Saint-Imier (HES bernoise) et du Locle (HES-SO);

- conservation – restauration,

dont les deux options devaient être coordonnées entre la Haute Ecole d'arts appliqués de Berne et celle de La Chaux-de-Fonds.

Ces recommandations des autorités fédérales vont inciter les cantons de la «région» BEJUNE à trouver des solutions communes. Plusieurs conventions de collaboration entre écoles bernoises, jurassiennes et neuchâteloises ont déjà été signées.

La déclaration commune des trois gouvernements intéressés, du 25 septembre 2000, va même plus loin, en créant une entité intercantonale HES commune, qui fusionne en priorité les écoles d'ingénieurs du Locle et de Saint-Imier.

Cela ne peut toutefois se réaliser que si le canton de Berne s'intègre au concordat HES-SO.

### 2.4 Dans le cadre des relations déjà existantes entre la Haute Ecole fribourgeoise de technique et de gestion et la HES bernoise

La collaboration entre la Haute Ecole de gestion (HEG) de Fribourg et la «Hochschule für Wirtschaft» (HSW) de Berne est déjà fortement développée.

La gestion des études postgrades «Integrated Management, Executive MBA» est en effet commune, depuis

1998–1999. Une classe à Berne et une classe à Fribourg sont ouvertes régulièrement depuis lors. Chaque classe accueille en principe 25 personnes. Le programme compte cinq modules et est proposé sous forme trilingue, unique en Suisse. La formation s'étale sur 800 périodes, soit un peu plus de deux ans; elle comprend un travail de diplôme.

La collaboration avec Berne est réalisée sur le plan financier, sous l'angle du contenu, ainsi que s'agissant des intervenants et de l'organisation. Elle représente une force incontestable et offre également une bonne base pour une approche trilingue et multiculturelle.

Les résultats financiers, après le passage des deux premières volées, sont très satisfaisants puisque les charges ont pu être couvertes par les produits. Les perspectives à moyen terme sont bonnes. Cependant, en cas de concurrence accrue et de diminution du nombre des personnes intéressées, il n'y aurait pas de problème pour organiser une seule classe en commun. C'est l'avantage de la collaboration souple – et voulue comme telle – mise en place par les deux écoles.

### 3. ASPECTS FINANCIERS

#### 3.1 Remarques liminaires

- a) Les estimations financières ont été faites selon une approche différentielle, entre la situation actuelle et la nouvelle situation proposée en référence aux principes retenus, toutes choses égales par ailleurs. Cette démarche permet d'éviter l'interférence d'autres facteurs évolutifs parallèles, afin d'assurer la spécificité de l'analyse. La situation actuelle se réfère aux dernières données disponibles, c'est-à-dire en principe les comptes 2002 ou le budget 2003. Ces estimations sont susceptibles d'évoluer en fonction des différents développements des paramètres financiers déterminants (nombre d'étudiants, contributions AHES, politiques budgétaires, etc.).
- b) En référence à cette méthodologie et dans le respect des différentes compétences, les conséquences relatives à la nouvelle organisation qui se met en place sous l'égide du projet d'établissement intercantonal BEJUNE ne sont pas prises en considération dans l'analyse. Dans ce contexte, l'Ecole d'ingénieurs de Saint-Imier (EI-SI), de même que les trois cantons concernés, sont considérés de manière individuelle dans les présents développements.
- c) Les principes, les modalités et les évaluations en matière financière se limitent au champ de compétences et aux domaines de la HES-SO, à savoir l'ingénierie, l'économie et les arts appliqués. De plus, et compte tenu des liens étroits avec l'autre institution HES comparable en Suisse occidentale, c'est-à-dire la HES-S2, qui couvre les domaines de la santé et du social, les principaux éléments financiers relatifs à celle-ci sont mentionnés en complément.

#### 3.2 Principes financiers

##### 3.2.1 Intégration dans le dispositif financier concordataire

- a) Le système financier de la HES-SO est complexe. Son équilibre général est garanti par le respect de principes

de base. Dans ce contexte, les traitements particuliers doivent être évités.

- b) Le modèle financier de la HES-SO repose sur deux principes essentiels:

- Principe de l'équivalence

L'équité financière entre les partenaires se traduit globalement par l'équivalence entre la contribution financière d'un partenaire et les avantages financiers retirés par ce partenaire (principe du bénéficiaire-décideur-payeur). Ce principe général trouve son application dans les trois piliers, qui composent le système de financement par les cantons et qui sont développés ci-après.

- Système mécanique autorégulé

Le modèle financier se réfère à des quantités et à des prix unitaires, qui sont par ailleurs en relation entre eux:

- I. nombre et domicile des étudiants;
- II. forfaits pour les études principales et contributions financières par étudiant;
- III. impulsions pour les missions élargies ainsi que charges communes et du secrétariat général en proportion des enveloppes financières en faveur des études principales.

La cohérence globale est assurée par la mise en relation des variables et des facteurs déterminants entre les flux financiers entrants et les flux financiers sortants.

- c) Ainsi, le modèle financier est apte à intégrer de nouveaux partenaires selon les deux axes suivants:

- Le premier axe porte sur l'intégration du canton de Berne comme canton partenaire de la HES-SO, avec comme corollaire une contribution financière à la HES-SO qui s'articule sur les trois piliers prévus par le dispositif financier concordataire:
  - Le droit de codécision (contribution uniforme par canton partenaire, à hauteur de 5 % du budget) est associé à une voix au Comité stratégique, dont les décisions sont prises selon le modèle de l'unanimité consensuelle. Chaque canton partenaire participe ainsi, sur une base de codécision, aux choix stratégiques et à la conduite de la HES-SO.
  - L'avantage de bien public (formation du capital humain) est proportionnel au nombre d'étudiants envoyés par chaque canton au sein de la HES-SO et se réfère à une contribution uniforme par étudiant (environ 18 000 francs par an). L'avantage de bien public pour les cantons non partenaires est, quant à lui, pris en charge dans le cadre de l'accord intercantonal AHES, qui connaît actuellement quatre catégories de contributions financières différentes (s'échelonnant de 5000 à 24 000 francs par étudiant et par an).

Sur le plan institutionnel, et en référence également au troisième niveau de cohérence ci-après, chaque canton est à considérer dans sa globalité en ce qui concerne le financement de l'avantage de bien public. Cela signifie qu'un régime de financement uniforme est applicable à l'ensemble des étudiants domiciliés dans le canton et

qui suivent des études principales HES dispensées par les écoles de la HES-SO. Le régime de financement selon l'avantage de bien public HES-SO s'applique aux cantons partenaires, alors que l'accord AHES est appliqué aux autres cantons.

- L'avantage de site (impact fiscal et économique) est proportionnel au nombre d'étudiants accueillis par les écoles sises sur le territoire de chaque canton et se réfère à une contribution uniforme par étudiant (environ 12 000 francs par étudiant et par an).

Les «mécanismes» de l'avantage de site permettent sa «territorialisation» en fonction de la localisation de chaque site de formation. Cette systématique est liée au deuxième axe ci-après (école membre). Ainsi, la HES-SO n'a pas à requérir de la part du canton de Berne un avantage de site pour les écoles qui ne sont pas membres de la HES-SO, c'est-à-dire qui ne reçoivent pas de forfaits HES-SO ou de subventions de la réserve stratégique. En outre, le dispositif permet d'intégrer des spécificités organisationnelles éventuelles, comme par exemple une école sur plusieurs sites ou un établissement intercantonal.

- Le deuxième axe porte sur l'intégration de l'Ecole d'ingénieurs de Saint-Imier (EI-SI) comme nouvelle école membre de la HES-SO, avec comme corollaire son financement par la HES-SO au moyen de forfaits, de subventions de la réserve stratégique ainsi que des charges communes de coordination et d'harmonisation.

- Les forfaits HES-SO en faveur des études principales sont fixés par groupe de filières et de manière uniforme.

Les filières d'études HES de l'EI-SI relèvent du domaine de l'ingénierie et sont dispensées également dans d'autres écoles de la HES-SO. Les différences entre les forfaits HES-SO et les charges correspondantes de l'EI-SI (insuffisance ou excédent de financement) constituent des conditions locales particulières (CLP), qui sont à la charge exclusive du canton responsable, en l'occurrence le canton de Berne. L'établissement intercantonal BEJUNE sera appelé, sur ce plan-là et le cas échéant, à fixer ses propres règles internes en la matière.

- Les subventions de la réserve stratégique sont accordées par projet et selon des procédures spécifiques.

Par ses activités dans les missions de recherche appliquée et de développement (Ra&D, de formation postgrade et de relations internationales, mais également au titre d'autres activités éventuelles, l'EI-SI a la possibilité de solliciter un subventionnement de la part de la réserve stratégique, conformément aux procédures.

- Les charges communes de coordination et d'harmonisation de la HES-SO bénéficient aux écoles, par conséquent également à l'EI-SI, à deux titres:

- I. par des subventions ciblées en relation avec le fonctionnement du réseau;

- II. par la mise en commun de ressources au niveau de la HES aux fins de dégagement de synergies (p. ex. en matière d'informatique ou de communication).

### **3.2.2 Cohérence entre les systèmes financiers de la HES-SO et de la HES-S2**

- a) Avec des cantons partenaires, un régime légal fédéral – à terme –, une organisation générale, ainsi que des missions et des objectifs communs, il apparaît que les domaines de l'ingénierie, de l'économie et des arts appliqués, d'une part, et ceux de la santé et du travail social, d'autre part, doivent être soumis aux mêmes règles financières.

Cette approche a par ailleurs été confirmée par le système financier retenu par la convention intercantonale HES-S2, qui est identique à celui de la HES-SO.

- b) En outre, dans le cadre de la procédure d'adoption du budget 2003 de la HES-S2, les modalités suivantes de mise en œuvre ont été confirmées:

- conformément à la convention intercantonale HES-S2 et au rapport établi par l'IDHEAP, le canton de Berne s'acquitte d'une contribution de droit de codécision, qui est équivalente à celle applicable à chacun des six autres cantons partenaires;

- l'ensemble des étudiants domiciliés dans le canton de Berne et qui suivent des études principales HES au sein de la HES-S2 sont pris en considération pour la détermination de la contribution financière du canton de Berne à la HES-S2 au titre de l'avantage de bien public;

- du côté de l'avantage de site et conformément aux principes du système financier, seul le site de formation sur le territoire du canton de Berne qui relève de la HES-S2, à savoir le CEFOPS (centre de formation des professions de la santé), à Saint-Imier, est concerné.

- c) Dans la mesure où la convention intercantonale HES-S2 règle le cas de l'intégration du canton de Berne, dans une situation similaire à celle qui se présente pour la HES-SO (une école sur le territoire du canton de Berne et celui-ci comme partenaire de la HES), le modèle retenu par la HES-S2 est à appliquer à la HES-SO.

### **3.2.3 Cohérence dans l'ensemble des flux financiers HES entre le canton de Berne, les cantons de Suisse occidentale et les deux HES (bernoise et HES-SO), pour les domaines de l'ingénierie, de l'économie et des arts appliqués.**

Actuellement, le canton de Berne verse à la HES-SO les contributions fondées sur l'accord intercantonal HES (AHES) pour ses étudiants qui se sont inscrits dans une école de la HES-SO. Il en est de même des cantons de Suisse occidentale (cantons partenaires actuels de la HES-SO), qui versent à la Haute Ecole bernoise les contributions pour leurs étudiants inscrits dans un établissement bernois.

Conformément aux principes exposés précédemment, l'élargissement du concordat HES-SO au canton de Berne conduit à remplacer, pour l'ensemble des étudiants bernois au sein de la HES-SO, les contributions fondées sur l'accord HES par l'avantage de bien public HES-SO.



Ce troisième niveau de cohérence requiert le même remplacement (avantage de bien public HES-SO au lieu des contributions AHES), pour l'ensemble des étudiants de Suisse occidentale au sein de la Haute Ecole bernoise dans les domaines de l'ingénierie, de l'économie et des arts appliqués. Il sied de relever la nécessité d'appliquer également ce principe pour les étudiants S2 dans la Haute Ecole bernoise, c'est-à-dire pour les domaines de la santé et du social.

Dans ce contexte, la réciprocité au niveau de la contribution proportionnelle aux étudiants envoyés, dite de «bien public», doit être accordée par la Haute Ecole bernoise aux cantons de Suisse occidentale. L'accord AHES ne s'appliquera dès lors plus entre le canton de Berne et les cantons de Suisse occidentale, dans les domaines de l'ingénierie, de l'économie et des arts appliqués. En effet, l'accord AHES doit être réservé aux relations entre les cantons qui ne sont pas partenaires dans le cadre d'une HES.

Il convient encore de préciser que l'avantage de bien public, selon les normes HES-SO, pour les étudiants des cantons de Suisse occidentale dans la Haute Ecole bernoise, ne relève pas du budget de la HES-SO, mais ressortit aux relations financières directes, outre les cantons de Suisse occidentale et de la Haute Ecole bernoise. Les incidences financières, sous cet angle, n'apparaissent donc pas dans le système financier de la HES-SO, mais dans les budgets et les comptes de chaque canton.

### 3.3 Estimations financières

#### 3.3.1 Incidences financières pour le canton de Berne

- a) Selon les données financières actuelles, l'impact financier de l'intégration de l'EI-SI est favorable au canton de Berne, pour un montant de quelque 400 000 francs;
- b) l'application de l'avantage de bien public HES-SO en lieu et place de l'accord AHES, pour l'ensemble des étudiants bernois dans les écoles de la HES-SO, est défavorable au canton de Berne. Ce bilan est imputable à la forte proportion d'étudiants bernois inscrits dans les HEG, pour lesquelles les contributions AHES sont plus faibles que l'avantage de bien public uniforme HES-SO.

Si l'on tient compte en outre du Regionales Schulabkommen (RSA), dont Fribourg et Berne, notamment, sont membres, le désavantage financier pour le canton de Berne s'élève à environ 400 000 francs par an.

- c) L'application de l'avantage de bien public HES-SO en lieu et place de l'accord AHES, pour l'ensemble des étudiants des cantons de Suisse occidentale dans les écoles de la Haute Ecole bernoise pour les domaines de l'ingénierie, de l'économie et des arts appliqués, présente également un résultat déficitaire pour le canton de Berne, qui s'élève à quelque 700 000 francs par an, en tenant compte de l'abandon du RSA dans les relations entre les cantons de Berne et Fribourg (uniquement pour l'ingénierie, l'économie et les arts appliqués). Ce bilan est à mettre en relation avec la proportion élevée d'étudiants de Suisse occidentale dans des filières techniques de la Haute Ecole bernoise, pour lesquelles l'avantage de bien public uniforme HES-SO est inférieur aux contributions AHES.

Il faut préciser que l'Ecole d'ingénieurs de Zollikofen, qui est affiliée à la Haute Ecole bernoise et qui relève

d'un concordat intercantonal spécifique, n'est pas comprise dans ces considérations.

Dans ces conditions, l'élargissement du concordat HES-SO au canton de Berne peut provoquer des coûts supplémentaires annuels pour celui-ci, qui sont estimés à ce stade à quelque 700 000 francs au total, sous réserve des éléments de compensation qui n'ont pas pu faire l'objet, pour lors, d'une évaluation financière, mais qui résultent, d'une part, des synergies attendues entre l'Ecole d'ingénieurs du Locle et l'EI-SI et, d'autre part, du financement, par la réserve stratégique, des projets de recherche appliquée et de développement.

#### 3.3.2 Incidences financières pour la HES-SO et ses cantons partenaires actuels (cantons SO)

Moyennant les nuances précitées relatives au subventionnement par la réserve stratégique et aux effets de synergie dans le cadre de l'Ecole d'ingénieurs de l'Arc jurassien, l'estimation de l'avantage financier global de l'ordre de 700 000 francs en faveur des cantons SO se répartit comme suit entre ceux-ci (en tenant compte de l'abandon du RSA dans les relations entre les cantons de Berne et de Fribourg pour les domaines de l'ingénierie, de l'économie et des arts appliqués):

- Les cantons bénéficiaires: Jura (450 000 francs), Fribourg (330 000 francs), Neuchâtel (240 000 francs) et Valais (170 000 francs);
- Les cantons avec un bilan financier négatif pour cette opération: Genève (180 000 francs) et Vaud (310 000 francs).

Ces résultats contrastés, qui rappelons-le, correspondent à des estimations, sont imputables pour l'essentiel:

- aux flux d'étudiants et aux filières concernées entre les cantons SO et la Haute Ecole bernoise, ainsi que l'EI-SI;
- aux différentiels globaux entre les étudiants envoyés et accueillis dans les écoles de la HES-SO pour les différents cantons.

Il est également important de relever que ces économies ne sont pas dégagées au niveau des contributions financières des cantons partenaires à la HES-SO, mais dans les flux financiers intercantonaux avec le canton de Berne et la Haute Ecole bernoise qui ne relèvent pas du budget de la HES-SO. Au contraire, les contributions des cantons partenaires à la HES-SO augmenteront sous l'effet de l'avantage de bien public au titre des étudiants SO à l'EI-SI, qui remplace les contributions AHES gérées à l'heure actuelle directement par les cantons SO, à savoir hors budget HES-SO.

#### 3.3.3 Incidences financières complémentaires importantes relatives à la HES-S2

La vue d'ensemble des impacts financiers liés à l'intégration du canton de Berne dans le concordat HES-SO nécessite de prendre en considération également les effets du dispositif analogue relatif à la HES-S2.

La participation du canton de Berne à la HES-S2 génère une économie nette annuelle, liée à la réciprocité quant à la contribution financière dite de «bien public», estimée à environ 350 000 francs par an pour le canton de Berne, du fait de l'avantage de bien public uniforme au sein de la HES-S2 (environ 12 000 francs), qui est inférieur à la

contribution AHES dans le domaine de la santé (18 000 francs par étudiant et par an).

### 3.4 Question financière spécifique

La question peut se poser de savoir si le canton de Berne devrait s'acquitter d'une quote-part à la facture de la HES-SO. L'évaluation précise d'une éventuelle quote-part, en l'occurrence, présente des difficultés.

Les fonds propres de la HES-SO peuvent être estimés à un peu plus de 10 millions de francs au 31 décembre 2001. Il s'agit des provisions, des fonds non engagés et des réserves qui figurent au bilan de l'institution, ainsi que de la valeur actuelle de l'inventaire qui n'est pas enregistré à l'actif. La quote-part du canton de Berne au financement de la HES-SO peut, de son côté, être évaluée à environ 5 % du budget global de cette entité.

Compte tenu de la dynamique générale relative au développement de la HES-SO et des synergies attendues par l'élargissement du concordat HES-SO au canton de Berne, il n'a finalement pas été jugé opportun de prévoir une participation initiale et unique du canton de Berne à la fortune actuelle de la HES-SO.

### 3.5 Résumé des conclusions financières

- a) Le système financier de la HES-SO permet d'intégrer une nouvelle école ainsi qu'un nouveau canton. Il est apte à accueillir le canton de Berne comme canton partenaire et l'Ecole d'ingénieurs de Saint-Imier (EI-SI) comme école membre. De plus, de nouvelles formes organisationnelles et institutionnelles peuvent être prises en considération (Ecole d'ingénieurs de l'Arc jurassien, établissement intercantonal BEJUNE).
- b) Le modèle financier de la HES-S2 définit les modalités d'intégration du canton de Berne (= un canton partenaire) et de l'Ecole de soins infirmiers à Saint-Imier (= un site de formation). Par ailleurs, la cohérence des systèmes financiers HES-SO et HES-S2 doit être assurée.
- c) L'élargissement du concordat HES-SO au canton de Berne provoque des coûts supplémentaires annuels pour celui-ci, qui peuvent être estimés à ce stade à quelque 700 000 francs.
- d) Toutefois, ces coûts supplémentaires sont à nuancer de manière déterminante en fonction des trois éléments complémentaires suivants:
  - Une hypothèse prudente a été retenue quant au subventionnement prévu par la réserve stratégique en faveur de l'EI-SI. Le potentiel de financement en la matière, en faveur de l'EI-SI, pourrait être complété de quelques centaines de milliers de francs.
  - Une compensation majeure est dégagée par l'économie annuelle de l'ordre de 350 000 francs pour le canton de Berne, dans le cadre du dispositif financier de la HES-S2 (gain par rapport aux contributions AHES).
  - Des économies sont attendues en relation avec les synergies à dégager dans les écoles de l'Arc jurassien.
- e) L'essentiel du coût supplémentaire pour le canton de Berne est imputable au remplacement, pour les étudiants SO dans les écoles de la Haute Ecole bernoise

relevant des domaines de l'ingénierie, de l'économie et des arts appliqués, des contributions AHES ainsi que des suppléments au titre du RSA (Canton de Fribourg), par l'avantage de bien public HES-SO.

- f) Du côté des cantons partenaires actuels de la HES-SO, le bilan financier avantageux qui est estimé au total à 700 000 francs se répartit de manière très contrastée, en fonction des particularités des flux d'étudiants: (I) net bénéficiaire pour le canton du Jura; (II) avantage pour Fribourg, Neuchâtel et Valais; (III) en revanche, résultat négatif pour Genève et Vaud. Par ailleurs, ces évolutions sont enregistrées hors budget HES-SO (rubriques budgétaires spécifiques à chaque canton relatives à l'accord AHES).

### 3.6 Décisions de nature financière

- a) Le canton de Berne et l'Ecole d'ingénieurs de Saint-Imier sont intégrés dans le système financier de la HES-SO, sans modification des dispositions du concordat HES-SO et sans traitement particulier.
- b) Les modalités d'application de cette intégration sont identiques dans le HES-SO et dans la HES-S2.
- c) Sous l'angle des contributions financières proportionnelles au nombre d'étudiants envoyés, l'ensemble des flux financiers HES dans les domaines de l'ingénierie, de l'économie et des arts appliqués entre le canton de Berne, les cantons partenaires actuels de la HES-SO et les deux HES (Haute Ecole bernoise et HES-SO) sont régis par le régime financier de l'avantage de bien public de la HES-SO. L'accord intercantonal AHES ainsi que l'accord régional RSA (qui concerne actuellement les relations entre les cantons de Berne et de Fribourg) ne sont pas applicables dans ce cadre.

Ces décisions de principe conduisent au dispositif financier suivant:

- 1) Le canton de Berne s'acquitte des contributions financières suivantes à la HES-SO:
  - un droit de codécision équivalent à celui de chacun des six autres cantons partenaires;
  - un avantage de site, en fonction du nombre d'étudiants HES accueillis par l'Ecole d'ingénieurs de Saint-Imier;
  - un avantage de bien public, pour l'ensemble des étudiants HES qui sont domiciliés dans le canton de Berne et qui sont accueillis par les écoles de la HES-SO.
- 2) L'école d'ingénieurs de Saint-Imier bénéficie de la part de la HES-SO des mêmes conditions de financement que les autres écoles membres de la HES-SO: forfaits au titre des études principales HES, subventions de la réserve stratégique ainsi que subventionnement dans le cadre des charges communes de coordination et d'harmonisation.
- 3) Les cantons partenaires actuels de la HES-SO versent à la Haute Ecole bernoise (ou à ses écoles) une contribution financière au titre de l'avantage de bien public selon le modèle HES-SO, pour l'ensemble de leurs étudiants HES au sein de la Haute Ecole bernoise qui relèvent des domaines de l'ingénierie, de l'économie et des arts appliqués.

#### 4. ASPECTS JURIDIQUES

L'article 2 al. 2 du concordat intercantonal du 9 janvier 1997 créant une HES-SO prévoit une collaboration privilégiée de la HES-SO avec le canton de Berne, à formaliser par le biais d'un accord cadre et, le cas échéant, d'accords particuliers.

Un accord cadre a été effectivement conclu entre la HES-SO et le canton de Berne, au mois de septembre 1999.

S'inscrivent dans la lignée de cet accord cadre, plusieurs conventions entre les cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel, dont une convention portant sur les HES, de mars 1997. D'autres textes d'application, plus particuliers à certains domaines, ont également été conclus.

Le 25 septembre 2000, les trois cantons susmentionnés ont signé une déclaration d'intention concernant la réalisation d'une seule école d'ingénieurs de l'Arc jurassien (EIAJ). Par cet acte, le canton de Berne s'est exprimé sur le transfert de l'Ecole d'ingénieurs de Saint-Imier dans la HES-SO et sur son adhésion simultanée au concordat créant une HES-SO.

La collaboration étroite des trois cantons susmentionnés dans les domaines des HES sera concrétisée par une convention pour la création de la Haute Ecole Berne, Jura, Neuchâtel (HE-BEJUNE). Cette perspective nécessite l'adhésion préalable du canton de Berne à la HES-SO. La convention se réfère en effet non seulement aux domaines concernés par la Haute école spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2), dont le canton de Berne est d'ores et déjà membre, mais également à la HES-SO, en particulier avec la création de l'Ecole d'ingénieurs de l'Arc jurassien.

L'adhésion formelle du canton de Berne à la HES-SO est donc nécessaire à la validité de la future convention HE-BEJUNE, en ce qui concerne les établissements des domaines liés à la HES-SO.

#### 5. CONCLUSION

L'élargissement du concordat créant la Haute école spécialisée de Suisse occidentale s'inscrit dans une quintuple logique, à savoir:

- confirmer et étendre les objectifs de l'accord cadre signé entre la HES-SO et le canton de Berne, le 22 septembre 1999;
- donner le même territoire géographique aux deux hautes écoles spécialisées de Suisse occidentale (HES-SO et HES-S2);
- faciliter la réalisation des conditions émises par les autorités fédérales au renouvellement des autorisations d'exploiter les HES;
- permettre la fusion de deux écoles d'ingénieurs;
- consolider les deux organisations par l'apport, de plein droit, des ressources et compétences bernoises en la matière.

#### **BOTSCHAFT Nr. 108** 28. Oktober 2003 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Dekretsentwurf über die Genehmigung** **des Nachtrags zur Bewilligung des Vollbeitritts des** **Kantons Bern zum interkantonalen Konkordat** **über die Errichtung einer Fachhochschule der** **Westschweiz (FH-Westschweiz)**

Wir unterbreiten Ihnen den Dekretsentwurf über die Genehmigung des Nachtrags zur Bewilligung des Vollbeitritts des Kantons Bern zum interkantonalen Konkordat vom 9. Januar 1997 über die Errichtung einer Fachhochschule der Westschweiz (FH-Westschweiz).

#### 1. EINLEITUNG

Am 20. Dezember 2001 bat der Kanton Bern den strategischen Ausschuss der Fachhochschule Westschweiz (FH-Westschweiz), die Arbeiten für die Erweiterung des FH-Konkordats auf den Kanton Bern in Angriff zu nehmen.

Am 23. Januar 2002 forderte der strategische Ausschuss der FH-Westschweiz, gestützt auf seinen Grundsatzentscheid vom 5. Mai 2000, die mit der Evaluation des Konkordats beauftragten Instanzen auf, die geeigneten Studien insbesondere in Bezug auf die finanziellen und rechtlichen Aspekte einer Erweiterung aufzustellen.

Der strategische Ausschuss nahm die Resultate am 13. September 2002 zur Kenntnis. Am 29. November 2002 verabschiedete er einen Nachtrag zum FH-Konkordat vom 9. Januar 1997, mit dem der Beitritt des Kantons Bern bewilligt wird.

Diese Änderung des Konkordats muss von den sechs Westschweizer Kantonsparlamenten genehmigt werden. Auch der Grosse Rat des Kantons Bern muss dem Beitritt zustimmen.

#### 2. KONTEXT DES BERNER GESUCHS

##### 2.1 Im Rahmen der FH-Westschweiz

Ab Beginn der Vorbereitungsarbeiten zur Schaffung der FH-Westschweiz 1994 stand die Integration des Kantons Bern zur Frage. Damals hielten die Berner Behörden einen Beitritt zum Konkordat nicht für angebracht. Sie baten jedoch um die Erlaubnis (und erhielten sie auch), Beobachter in die Koordinationsgruppe zu entsenden, die die Vorbereitungsarbeiten und insbesondere die Verfassung des Konkordats leitete.

Trotz des Nichtbeitritts wurde die Zusammenarbeit mit dem Kanton Bern als vorrangig erklärt und zum Gegenstand eines Rahmenvertrags gemacht, der formell im Artikel 2 Abs. 2 des Konkordats vorgeschrieben wurde.

Die definitive Fassung des Rahmenvertrags vom 22. September 1999 erlaubt es den leitenden Organen der Berner FH und des Kantons Bern direkte Kontakte mit den Verantwortlichen der FH-Westschweiz zu knüpfen.

Das Beitrittsgesuch des Kantons Bern zum interkantonalen Konkordat ist damit die logische Folge einer seit mehreren Jahren bestehenden Zusammenarbeit.

##### 2.2 Im Rahmen der Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und Soziale Arbeit (FH-GS)

Die Berner Behörden, die ab Beginn der Studien beteiligt waren, entschieden sich diesmal von Anfang an für den



Beitritt. Die interkantonale Vereinbarung vom 6. Juli 2001 über die Errichtung einer Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und soziale Arbeit wurde zwischen den Kantonen Bern, Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura abgeschlossen.

Die Entwicklung bestimmter lokalpolitischer Voraussetzungen, die zunehmende Bedeutung und Anerkennung der Fachhochschulen sowie die Bedürfnisse der «Region» Bern-Jura-Neuenburg / BEJUNE erklären den Entschluss der Berner Behörden, sich von Anfang an als Vollmitglied in diese neue Struktur einzugliedern.

Die gemeinsamen Strukturen zur Verwaltung der beiden Fachhochschulen sowie ihr angekündigter Zusammenschluss rechtfertigen ebenfalls, sofern es überhaupt noch einer Rechtfertigung bedarf, das Berner Gesuch um Beitritt zum Konkordat der FH-Westschweiz.

### **2.3 Im Rahmen der von den Bundesbehörden erlassenen Bedingungen für die provisorische Erlaubnis zum Betrieb einer FH**

In den beiden provisorischen Bewilligungen, die der FH-Westschweiz und der Berner FH ausgestellt wurden (2. März 1998 und 28. September 1998) stellten die Bundesbehörden insbesondere die Bedingung, dass die Ausbildungsangebote der beiden betroffenen Fachhochschulen zusammengefasst werden.

Es handelte sich um die folgenden Studiengänge:

- Elektrizität, Elektrische Energie
- Mikrotechnik
- Maschinenbau

Es wurde verlangt, dass eine teilweise Konzentration zwischen den Ingenieurschulen von Biel, Saint-Imier (Berner FH) und Le Locle (FH-Westschweiz) stattfindet;

- Konservierung – Restauration,

Für die beiden oben genannten Studiengänge wurde verlangt, dass sie zwischen der Hochschule für Gestaltung Bern und jener von La Chaux-de-Fonds koordiniert werden.

Diese Empfehlungen der Bundesbehörden werden die Kantone der «Region» BEJUNE dazu anspornen, gemeinsame Lösungen zu finden. Verschiedene Vereinbarungen über eine Zusammenarbeit zwischen den Berner, Jurassier und Neuenburger Fachhochschulen sind bereits abgeschlossen worden.

Die Absichtserklärung der drei betroffenen Regierungen vom 25. September 2000 geht sogar noch weiter, da sie die Errichtung einer gemeinsamen interkantonalen Hochschule vorsieht, unter der in erster Linie die Ingenieurschulen von Le Locle und Saint-Imier zusammengefasst werden.

Dieses Vorhaben kann jedoch erst mit dem Beitritt des Kantons Bern zum FH-Konkordat realisiert werden.

### **2.4 Im Rahmen der bereits bestehenden Zusammenarbeit zwischen der Fachhochschule für Technik und Wirtschaft Freiburg und der Berner Fachhochschule**

Die Zusammenarbeit zwischen der Fachhochschule für Wirtschaft Freiburg und der Berner Hochschule für Wirtschaft ist bereits weit fortgeschritten.

Die Nachdiplom-Studiengänge in «Integrated Management, Executive MBA» werden bereits seit 1998–1999 gemeinsam durchgeführt. Seither gibt es regelmässig

eine Klasse in Bern und eine in Freiburg. Jede Klasse besteht in der Regel aus 25 Personen. Das Programm umfasst fünf Module und wird dreisprachig angeboten, was in der Schweiz einmalig ist. Die Ausbildung beträgt 800 Kursstunden – das sind etwas mehr als zwei Jahre – und beinhaltet eine Diplomarbeit.

Die Zusammenarbeit mit dem Kanton Bern erfolgt auf finanzieller und inhaltlicher Ebene, aber auch die Lehrkräfte und die organisatorischen Aufgaben werden geteilt. Die Zusammenarbeit stellt eine klare Stärke dar und bietet eine gute Grundlage für den dreisprachigen und multikulturellen Ansatz.

Die finanziellen Resultate nach Ablauf zweier Ausbildungszyklen sind sehr zufrieden stellend, da die Kosten durch die Erträge gedeckt werden konnten. Die mittelfristigen Aussichten sehen gut aus. Bei zunehmender Konkurrenz oder sinkender Teilnehmerzahl könnten die beiden Klassen jedoch ohne weiteres zusammengelegt werden. Dies ist der Vorteil einer flexiblen Zusammenarbeit, die von den beiden Fachhochschulen in dieser Form gewünscht und umgesetzt wurde.

## **3. FINANZIELLE ASPEKTE**

### **3.1 Vorbemerkungen**

- a) Die finanziellen Schätzungen basieren auf einem differenzierten Ansatz. Die aktuelle Situation wird mit der neuen Situation unter Berücksichtigung der festgelegten Grundsätze verglichen, während alle übrigen Parameter unverändert bleiben. Dadurch werden Interferenzen durch andere veränderliche Faktoren vermieden, damit die Analyse sich einzig auf die relevanten Veränderungen konzentriert. Die aktuelle Situation bezieht sich auf die jüngsten verfügbaren Daten, das heisst grundsätzlich auf den Jahresabschluss 2002 oder den Voranschlag 2003. Die Schätzungen werden sich voraussichtlich je nach der Entwicklung der zugrunde liegenden finanziellen Faktoren verändern (Anzahl Studierende, IFV-Beiträge, Budgetpolitik, usw.).
- b) Mit Blick auf diese Vorgehensweise und unter Berücksichtigung der unterschiedlichen Kompetenzen, wurden die Auswirkungen der Neuorganisation, die zurzeit im Rahmen des interkantonalen Projekts BEJUNE vorgenommen wird, in der Analyse nicht berücksichtigt. Aus diesem Grund werden die Ingenieurschule von Saint-Imier (EI-SI) und die drei betroffenen Kantone in den folgenden Darlegungen separat betrachtet.
- c) Die finanziellen Grundsätze, Modalitäten und Evaluationen beschränken sich auf den Kompetenzbereich und die Fachgebiete der FH-Westschweiz, das heisst auf die Ingenieurwissenschaften/Architektur, die Wirtschaft und die Gestaltung. Aufgrund der engen Beziehungen mit andern vergleichbaren FH in der Westschweiz – nämlich der FH-GS, die die Bereiche Sozialarbeit und Gesundheit abdeckt – werden deren wichtigsten finanziellen Eckdaten zum Vergleich herangezogen.

### **3.2 Finanzielle Grundsätze**

#### **3.2.1 Integration in das Finanzierungsmodell des Konkordats**

- a) Das Finanzierungsmodell der FH-Westschweiz ist komplex. Seine Ausgeglichenheit setzt die Beachtung

der Grundprinzipien voraus. Dies bedeutet, dass Sonderfälle zu vermeiden sind.

b) Das Finanzierungsmodell der FH-Westschweiz stützt sich auf zwei wichtige Grundsätze ab:

- Grundsatz der Gleichwertigkeit

Der Finanzausgleich zwischen den Partnern ergibt sich daraus, dass die finanziellen Vorteile eines Partners von seinem eigenen finanziellen Beitrag abhängen (Grundsatz der Einheit Nutzniesser-Kostenträger-Entscheidungsträger). Dieser allgemeine Grundsatz findet seine Anwendung in den drei Pfeilern, auf die sich das im Folgenden dargelegte Finanzierungssystem der Kantone abstützt:

- Selbstregulierungssystem

Das Finanzierungsmodell bezieht sich auf Einheitsmengen und -preise, die im Übrigen miteinander in Verbindung stehen:

- I. Anzahl und Wohnort der Studierenden;
- II. Pauschalbeiträge pro Student und Hauptstudienrichtung;
- III. Förderbeiträge im Verhältnis zu den Beiträgen für die Hauptstudienrichtungen für erweiterte Aufgaben, für gemeinsame Kosten und für das Generalsekretariat.

Damit das System kohärent ist, müssen die Variablen und Parameter zwischen den zufließenden und abfließenden Finanzströmen miteinander in Verbindung stehen.

c) Auf diese Weise ist das Finanzierungsmodell in der Lage, neue Partner unter den folgenden zwei Voraussetzungen aufzunehmen:

- Die erste Voraussetzung beinhaltet die Integration des Kantons Bern als Partnerkanton der FH-Westschweiz mit der Folge, dass ein finanzieller Beitrag an die FH-Westschweiz geleistet wird, der sich aus folgenden drei Teilen zusammensetzt:

- Einen Pauschalbeitrag für das Mitspracherecht (wird zu gleichen Teilen von den Partnerkantonen bezahlt und beträgt 5 % des Voranschlags). Der Kanton erhält eine Stimme im strategischen Ausschuss, dessen Beschlüsse einstimmig gefasst werden. Jeder Partnerkanton beteiligt sich in Anwendung des Mitspracherechts an den strategischen Entscheidungen und an der Führung der FH-Westschweiz.

- Einen Gemeinschaftsbeitrag (Bildung von Human Capital), der im Verhältnis zur Anzahl der Studierenden eines Kantons steht, die eine Schule der FH-Westschweiz besuchen. Er entspricht einer Pauschale pro Student (ca. 18 000 Franken pro Jahr). Der entsprechende Beitrag von Nicht-Partnerkantonen wird im Rahmen der interkantonalen Fachhochschulvereinbarung (IFV) geleistet, die zurzeit vier verschiedene Beitragsarten kennt (von 5000 bis 24 000 Franken pro Student und Jahr).

Auf institutioneller Ebene und mit Blick auf Punkt 3.2.3 weiter unten muss jeder Kanton für die Finanzierung der Gemeinschaftsbeiträge in seiner Ganzheit betrachtet werden. Dies bedeu-

tet, dass ein einheitliches Finanzierungssystem auf alle im Kanton wohnhaften Studierenden angewandt wird, die einen FH-Hauptstudienangang in einer Schule der FH-Westschweiz absolvieren. Das Finanzierungssystem über den FH-Gemeinschaftsbeitrag gilt für alle Partnerkantone, während für die anderen Kantone die Bestimmungen der IFV gelten.

- Einen Beitrag für den Standortvorteil (steuerliche und wirtschaftliche Auswirkung), der im Verhältnis zur Anzahl der Studierenden steht, die die Schulen eines Kantons besuchen. Es handelt sich um eine Pauschale pro Student (ca. 12 000 pro Student und Jahr).

Die «Mechanismen» des Standortvorteils erlauben eine «territoriale Zuordnung» des Standorts einer Ausbildungsstätte. Diese Beitragsart steht in Verbindung mit der zweiten Voraussetzung, die im Folgenden dargelegt wird (Mitgliedschule). So darf die FH-Westschweiz vom Kanton Bern keinen Beitrag für Schulen verlangen, die nicht der FH-Westschweiz angeschlossen sind und somit auch keine Pauschalbeiträge der FH-Westschweiz oder Subventionen aus der strategischen Reserve erhalten. Ausserdem erlaubt es das System, mögliche organisatorische Besonderheiten zu berücksichtigen, so etwa eine Schule mit verschiedenen Standorten oder eine interkantonale Schule.

- Die zweite Voraussetzung bezieht sich auf die Integration der Ingenieurschule von Saint-Imier (EI-SI) als neues Mitglied des Westschweizer Fachhochschulnetzes, mit der Folge, dass sie über die FH-Westschweiz mittels Pauschalbeiträgen, Subventionen aus der strategischen Reserve sowie Beiträgen an die Koordinierungs- und Harmonisierungskosten finanziert wird.

- Die Pauschalbeiträge der FH-Westschweiz werden einheitlich und nach Ausbildungsbereich festgelegt.

Die FH-Studiengänge der Ingenieurschule Saint-Imier (EI-SI) liegen im Bereich der Ingenieurwissenschaften/Architektur und werden ebenfalls in anderen Schulen der FH-Westschweiz angeboten. Die Differenz zwischen den Pauschalbeiträgen der FH-Westschweiz und den Kosten der EI-SI (Finanzierungsdefizit oder -überschuss) stellen eine örtliche Besonderheit dar, die exklusiv zu Lasten des verantwortlichen Kantons gehen, also im vorliegenden Fall des Kantons Bern. Die interkantonale Institution BEJUNE wird dazu angehalten werden, auf dieser Ebene gegebenenfalls ihre eigenen internen Regeln aufzustellen.

- Die Subventionen aus der strategischen Reserve werden für einzelne Projekte gemäss besonderen Verfahren gewährt.

Für die Beteiligung an angewandten Forschungs- und Entwicklungsprojekten (aF&E), Nachdiplomstudiengängen und internationalen Kontakten, aber auch für andere Aktivitäten hat die EI-SI die Möglichkeit, eine Subvention aus der strategischen Reserve zu beantragen.



- Die Finanzierung der Koordinierungs- und Harmonisierungskosten der FH-Westschweiz kommen den Schulen und infolgedessen auch der EI-SI auf zwei Ebenen zu Gute:
  - I. in Form gezielter Subventionierung um die Funktionstüchtigkeit des Netzes zu gewährleisten;
  - II. durch die Bereitstellung von Mitteln auf der Ebene der FH zur gemeinsamen Nutzung, so dass Synergien erzeugt werden (z.B. im Bereich der Informatik und der Kommunikation).

### 3.2.2 Gegenseitige Abstimmung der Finanzierungssysteme der FH-Westschweiz und der FH-GS

- a) Angesichts des Kreises der Partnerkantone, des – vorgesehenen – gemeinsamen gesetzlichen Rahmens auf Bundesebene, der übergreifenden Organisation, sowie gemeinsamer Aufträge und Ziele wird deutlich, dass die Bereiche der Ingenieurwissenschaften/Architektur, Wirtschaft und Gestaltung einerseits und die Bereiche Gesundheit und soziale Arbeit andererseits den gleichen finanziellen Regeln unterstellt werden müssen.

Dieser Ansatz wurde im Übrigen durch das Finanzierungssystem bestätigt, das mit der interkantonalen Vereinbarung über die FH-GS eingeführt wurde und das mit dem der FH-Westschweiz identisch ist.

- b) Auch im Rahmen des Verfahrens für die Verabschiedung des Voranschlags 2003 der FH-GS wurden die folgenden Modalitäten bestätigt:
- Im Sinne der interkantonalen Vereinbarung über die FH-GS und des von der IDEHAP aufgestellten Berichts leistet der Kanton Bern einen Beitrag für das Mitspracherecht, der für alle sechs Partnerkantone gleich hoch ist;
  - Alle im Kanton Bern wohnhaften Studierenden, die einen FH-Hauptstudiengang in der FH-GS besuchen, werden berücksichtigt, um die Höhe des Gemeinschaftsbeitrags des Kantons Bern an die FH-GS festzulegen;
  - Bezüglich des Standortvorteils wurde gemäss den Grundsätzen des Finanzierungssystems die einzige Ausbildungsstätte auf Berner Kantonsgebiet, das der FH-GS angehört (das CEFOPS: centre de formation des professions de la santé in Saint-Imier), berücksichtigt.
- c) Da die interkantonale FH-GS-Vereinbarung die Integration des Kantons Bern unter ähnlichen Umständen regelt, wie die, die für die FH-Westschweiz gelten (eine Schule auf Berner Kantonsgebiet mit dem Kanton als Partner der FH), sollte die für die FH-GS gewählte Methode auch auf die FH-Westschweiz angewandt werden.

### 3.2.3 Gegenseitige Abstimmung der Finanzflüsse der FH zwischen dem Kanton Bern, den Westschweizer Kantonen und den beiden FH (Berner FH und FH-Westschweiz) in den Bereichen der Ingenieurwissenschaften/Architektur, Wirtschaft und Gestaltung.

Zurzeit leistet der Kanton Bern im Rahmen der interkantonalen Fachhochschulvereinbarung (IFV) Beiträge an

die FH-Westschweiz für seine Studierenden, die in einer Schule der FH-Westschweiz angemeldet sind. Dieselbe Regelung gilt für die Westschweizer Kantone (aktuelle Partnerkantone der FH-Westschweiz), die der Berner FH Beiträge für ihre Studierenden leisten, die in einer Berner Schule angemeldet sind.

Wird nach den oben dargelegten Grundsätzen vorgegangen, so bedeutet die Erweiterung des Konkordats über die FH-Westschweiz auf den Kanton Bern, dass für alle Berner Studierenden an einer Schule der FH-Westschweiz die IFV-Beiträge durch FH-Gemeinschaftsbeiträge ersetzt werden.

Um die Kohärenz dieser Regelung zu gewährleisten, muss für alle Studierenden aus den Westschweizer Partnerkantonen an der Berner Fachhochschule in den Bereichen der Ingenieurwissenschaften/Architektur, Wirtschaft und Gestaltung dieselbe Umlagerung von IFV-Beiträgen zu Gemeinschaftsbeiträgen stattfinden. Es ist darauf hinzuweisen, dass dieser Grundsatz auch für die Studierenden an der Berner Fachhochschule im Bereich der Gesundheit und der sozialen Arbeit angewandt werden sollte.

In diesem Zusammenhang muss der Beitrag im Verhältnis zur Zahl der entsandten Studierenden – «Gemeinschaftsbeitrag» genannt – zwischen der Berner FH und den Westschweizer Partnerkantonen auf Gegenseitigkeit beruhen. In den Bereichen der Ingenieurwissenschaften/Architektur, Wirtschaft und Gestaltung wird die IFV deshalb zwischen dem Kanton Bern und den Westschweizer Partnerkantonen nicht mehr angewandt. Die IFV muss auf die Zusammenarbeit mit Kantonen beschränkt werden, die nicht Partnerkantone im Rahmen einer FH sind.

Es gilt festzuhalten, dass der Gemeinschaftsbeitrag gemäss den Bestimmungen der FH-Westschweiz für die Studierenden aus Westschweizer Kantonen an der Berner FH nicht das Budget der FH-Westschweiz belastet, sondern die direkten Finanzbeziehungen zwischen den Westschweizer Partnerkantonen und der Berner FH betreffen. Die finanziellen Auswirkungen schlagen sich deshalb nicht im Finanzierungssystem der FH-Westschweiz nieder sondern in den Voranschlägen und Jahresrechnungen der einzelnen Kantone.

## 3.3 Finanzielle Schätzungen

### 3.3.1 Finanzielle Auswirkungen für den Kanton Bern

- a) Gestützt auf die neusten verfügbaren finanziellen Daten bedeutet die Integration der EI-SI für den Kanton Bern einen finanziellen Vorteil von etwa 400 000 Franken;
- b) Der Ersatz des IFV-Beitrags durch den Gemeinschaftsbeitrag an die FH-Westschweiz für alle Berner Studierenden an einer Schule der FH-Westschweiz bedeutet für den Kanton Bern dagegen einen finanziellen Nachteil. Dieses Resultat ist darauf zurückzuführen, dass viele Berner Studenten in den HWV angemeldet sind, für die die IFV-Beiträge weniger kosten als die Gemeinschaftsbeiträge.

Berücksichtigt man ferner das Regionale Schulabkommen (RSA), dem die Kantone Freiburg und Bern angehören, so beträgt der finanzielle Nachteil für den Kanton Bern etwa 400 000 Franken im Jahr.

- c) Auch der Ersatz des IFV-Beitrags durch den Gemeinschaftsbeitrag an die FH-Westschweiz für alle Westschweizer Studierenden an den Schulen der Berner FH

in den Bereichen der Ingenieurwissenschaften/Architektur, Wirtschaft und Gestaltung bedeutet für den Kanton Bern ein Defizit von etwa 700 000 Franken pro Jahr, wenn man die Aufgabe des RSA in den Beziehungen zwischen den Kantonen Bern und Freiburg berücksichtigt (gilt einzig für die Bereiche der Ingenieurwissenschaften/Architektur, Wirtschaft und Gestaltung). Diese Bilanz ist darauf zurückzuführen, dass viele Westschweizer Studierende in den technischen Studiengängen der Berner Fachhochschule angemeldet sind, für die die IFV-Beiträge mehr kosten als die Gemeinschaftsbeiträge.

Es gilt darauf hinzuweisen, dass die Ingenieurschule Zollikofen, die im Rahmen eines besonderen interkantonalen Konkordats der Berner Fachhochschule angeschlossen ist, in diesen Berechnungen nicht berücksichtigt wurde.

Unter diesen Voraussetzungen kann die Erweiterung des Konkordats über die FH-Westschweiz für den Kanton Bern weitere Kosten verursachen. Diese werden zurzeit insgesamt auf etwa 700 000 Franken jährlich geschätzt. Vorbehalten bleiben kompensierende Faktoren, die bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht einer finanziellen Evaluation unterzogen wurden, sich aber aus den erwarteten Synergien zwischen den Ingenieurschulen von Le Locle und Saint-Imier sowie aus der Finanzierung von Projekten angewandter Forschung und Entwicklung durch die strategische Reserve ergeben sollten.

### **3.3.2 Finanzielle Auswirkungen auf die FH-Westschweiz und die aktuellen Partnerkantone (WS-Kantone)**

Unter Berücksichtigung der oben genannten Einschränkungen bezüglich der Subventionierung durch die strategische Reserve und der Synergien im Rahmen der Ingenieurschule des Jurabogens (EI-AJ) verteilt sich der geschätzte finanzielle Vorteil für die WS-Kantone von insgesamt etwa 700 000 Franken wie folgt auf die einzelnen Kantone (Die Aufgabe des RSA in den Beziehungen zwischen den Kantonen Bern und Freiburg in den Bereichen der Ingenieurwissenschaften/Architektur, Wirtschaft und Gestaltung wurde bei den Berechnungen berücksichtigt.):

- Die Kantone, bei denen sich die Erweiterung positiv niederschlägt: Jura (450 000 Franken), Freiburg (330 000 Franken), Neuenburg (240 000 Franken) und Wallis (170 000 Franken);
- Die Kantone, bei denen die Erweiterung negativ auf die Bilanz schlägt: Genf (180 000 Franken) und Waadt (310 000 Franken).

Diese unterschiedlichen Resultate, die wohlgernekt einzig Schätzungen darstellen, werden hauptsächlich auf folgende Gründe zurückgeführt:

- auf den Fluss der Studierenden und auf die betroffenen Studiengänge zwischen den WS-Kantonen und der Berner Fachhochschule sowie der EI-SI;
- auf die unterschiedlichen Zahlen der Studierenden, die die einzelnen Kantone an die Schulen von Partnerkantonen entsenden und in den eigenen Schulen aufnehmen.

Weiter ist darauf hinzuweisen, dass die Einsparungen nicht auf der Ebene der finanziellen Beiträge der Partner-

kantone an die FH-Westschweiz liegen, sondern in den interkantonalen Finanzflüssen mit dem Kanton Bern und der Berner Fachhochschule, die aber nichts mit dem Budget der FH-Westschweiz zu tun haben. Im Gegenteil, die Beiträge der Partnerkantone an die FH-Westschweiz werden aufgrund der Gemeinschaftsbeiträge zunehmen, die für die Westschweizer Studierenden an der EI-SI geleistet werden und die die IFV-Beiträge ersetzen, die zurzeit direkt von den Kantonen verwaltet werden und damit nicht im Budget der FH-Westschweiz erscheinen.

### **3.3.3 Weitere wichtige finanzielle Auswirkungen bezüglich der FH-GS**

Damit die Übersicht über die finanziellen Auswirkungen des Beitritts des Kantons Bern zum Konkordat über die FH-Westschweiz komplett ist, müssen auch die Auswirkungen des vergleichbaren Systems der FH-GS betrachtet werden.

Da bei den Gemeinschaftsbeiträgen das Prinzip der Gegenseitigkeit herrscht, macht der Kanton Bern durch die Teilnahme an der FH-GS Schätzungen zufolge jährliche Nettoeinsparungen von etwa 350 000 Franken, da im Gesundheitsbereich der Gemeinschaftsbeitrag für die FH-GS (von ca. 12 000 Franken) tiefer ist als der IFV-Beitrag (18 000 Franken pro Student und Jahr).

### **3.4 Besondere finanzielle Fragen**

Es stellt sich die Frage, ob der Kanton Bern einen Anteil an den Kosten der FH-Westschweiz übernehmen muss. Die genaue Evaluation einer möglichen Kostenbeteiligung ist schwierig.

Die Eigenmittel der FH-Westschweiz belaufen sich schätzungsweise auf etwas über 10 Millionen Franken am 31. Dezember 2001. Es handelt sich dabei um Rückstellungen, verfügbare Mittel und Rücklagen, die auf der Bilanz der Institution figurieren, sowie der aktuelle Wert des Inventars, das nicht unter den Aktiva aufgeführt ist. Die Kostenbeteiligung des Kantons Bern an der FH-Westschweiz kann auf etwa 5 % des Gesamtbudgets der FH geschätzt werden.

Da sich die FH-Westschweiz allgemein dynamisch entwickelt und da man sich aus der Erweiterung der FH-Westschweiz auf den Kanton Bern Synergien verspricht, wurde letztlich darauf verzichtet, vom Kanton Bern einen einmaligen Beitrag zum Vermögen der FH-Westschweiz zu verlangen.

### **3.5 Zusammenfassung der finanziellen Schlussfolgerungen**

- a) Das Finanzierungsmodell der FH-Westschweiz ermöglicht die Integration einer neuen Schule und eines neuen Kantons. Es ist in der Lage, den Kanton Bern als Partnerkanton und die Ingenieurschule Saint-Imier (EI-SI) als Mitgliedschule aufzunehmen. Auch neue organisatorische und institutionelle Formen können berücksichtigt werden (Ingenieurschule des Jurabogens, interkantonale Hochschule der Region BEJUNE).
- b) Das Finanzierungsmodell der FH-GS bestimmt die Integrationsmodalitäten für den Kanton Bern (als Partnerkanton) und für die Krankenpflegerschule (Ecole

de soins infirmiers) in Saint-Imier (als Ausbildungsstätte). Die Finanzierungssysteme der FH-Westschweiz und der FH-GS müssen aufeinander abgestimmt sein.

- c) Die Erweiterung des Konkordats über die FH-Westschweiz auf den Kanton Bern verursacht für diesen jährliche Mehrkosten, die zurzeit auf etwa 700 000 Franken geschätzt werden.
- d) Doch diese Mehrkosten müssen relativiert werden, da folgende drei Faktoren eine ausgleichende Wirkung haben:
  - Eine vorsichtige Hypothese wurde aufgestellt bezüglich der Subventionen aus der strategischen Reserve zugunsten der EI-SI. Dieses Finanzierungspotential zugunsten der EI-SI könnte sich auf mehrere Hunderttausend Franken belaufen.
  - Eine grössere Kompensation für den Kanton Bern bedeutet die Einsparung von jährlich etwa 350 000 Franken aufgrund des Finanzierungssystems der FH-GS (Gewinn gegenüber den IFV-Beiträgen).
  - Weitere Einsparungen werden aufgrund der Synergien erwartet, die die Schulen des Jurabogens auszulösen vermögen.
- e) Die meisten Zusatzkosten entstehen dem Kanton Bern aus dem Ersatz der IFV-Beiträge und der RSA-Beiträge (Kanton Freiburg) durch die FH-Gemeinschaftsbeiträge für die Westschweizer Studierenden an den Schulen der Berner Fachhochschule in den Bereichen der Ingenieurwissenschaften/Architektur, Wirtschaft und Gestaltung).
- f) Auf der Seite der aktuellen Partnerkantone der FH-Westschweiz wird der finanzielle Vorteil insgesamt auf etwa 700 000 Franken geschätzt und verteilt sich aufgrund der Studentenzahlen sehr ungleichmässig auf die einzelnen Kantone: (I) Nettogewinn für den Kanton Jura; (II) Vorteil für die Kantone Freiburg, Neuenburg und Wallis; (III) Nachteil für die Kantone Genf und Waadt. Diese finanziellen Verschiebungen haben jedoch keinen Einfluss auf das Budget der FH-Westschweiz (entspricht einem Budgetposten im Zusammenhang mit den IFV-Beiträgen, der jedem Kanton eigen ist).

### 3.6 Finanzielle Entscheidungen

- a) Der Kanton Bern und die Ingenieurschule Saint-Imier werden in das Finanzierungssystem der FH-Westschweiz ohne Änderung des Konkordats über die FH-Westschweiz und ohne Sonderregelung aufgenommen.
- b) Die FH-Westschweiz und die FH-GS verwenden die gleichen Modalitäten für die Integration.
- c) Die Beiträge im Verhältnis zur Anzahl der entsandten Studierenden werden in Form von Gemeinschaftsbeiträgen entrichtet. Alle auf die FH bezogenen Finanzflüsse in den Bereichen der Ingenieurwissenschaften/Architektur, der Wirtschaft und der Gestaltung zwischen dem Kanton Bern und den aktuellen Partnerkantonen der FH-Westschweiz sowie zwischen den beiden FH (Berner FH und FH-Westschweiz) erfolgen über Gemeinschaftsbeiträge.

Diese Grundsatzentscheide führen zu folgendem Finanzierungssystem:

- 1) Der Kanton Bern leistet folgende Finanzbeiträge an die FH-Westschweiz:
  - einen Beitrag für das Mitspracherecht, der jenem der sechs Partnerkantone entspricht;
  - einen Beitrag für den Standortvorteil im Verhältnis zur Anzahl der Studierenden an der Ingenieurschule Saint-Imier;
  - einen Gemeinschaftsbeitrag für alle im Kanton Bern wohnhaften Studierenden an einer Schule der FH-Westschweiz.
- 2) Die Ingenieurschule Saint-Imier erhält von der FH-Westschweiz die gleichen Finanzierungshilfen wie die anderen Mitgliedschulen der FH-Westschweiz: Pauschalbeiträge für die FH-Hauptstudiengänge, Subventionen aus der strategischen Reserve sowie Subventionen zur Finanzierung der gemeinsamen Koordinierungs- und Harmonisierungskosten.
- 3) Die aktuellen Partnerkantone der FH-Westschweiz leisten der Berner FH (oder den ihr angeschlossenen Schulen) einen Gemeinschaftsbeitrag nach dem Modell der FH-Westschweiz für alle ihre Studierenden in den Bereichen Ingenieurwissenschaften/Architektur, Wirtschaft und Gestaltung an der Berner FH.

### 4. RECHTLICHE ASPEKTE

Artikel 2 Abs. 2 des interkantonalen Konkordats vom 9. Januar 1997 über die Errichtung der FH-Westschweiz sieht eine besondere Zusammenarbeit mit dem Kanton Bern vor, die in einem Rahmenvertrag festzuhalten ist und gegebenenfalls durch besondere Vereinbarungen geregelt wird.

Im September 1999 wurde dieser Rahmenvertrag zwischen der FH-Westschweiz und dem Kanton Bern abgeschlossen.

Diesem Rahmenvertrag schliessen sich verschiedene Vereinbarungen an, die zwischen den Kantonen Bern, Jura und Neuenburg abgeschlossen wurden, darunter eine Vereinbarung über die FH von März 1997. Weitere Abkommen, die sich auf besondere Bereiche beziehen, wurden ebenfalls abgeschlossen.

Am 25. September 2000 haben die oben genannten Kantone eine Absichtserklärung über die Schaffung einer gemeinsamen Ingenieurschule für den Jurabogen (EIAJ) unterzeichnet. Mit diesem Schriftstück hat sich der Kanton Bern für den Anschluss der Ingenieurschule Saint-Imier an das Westschweizer Fachhochschulnetz und für den gleichzeitigen Beitritt des Kantons zum Konkordat über die Errichtung der FH-Westschweiz ausgesprochen.

Die enge Zusammenarbeit der drei oben genannten Kantone im Bereich der Fachhochschulen findet ihre konkrete Umsetzung in einer Vereinbarung über die Hochschule der Region Bern-Jura-Neuenburg. Der beabsichtigte Zusammenschluss bedingt jedoch den vorherigen Beitritt des Kantons Bern zum Westschweizer Fachhochschulnetz. Die Vereinbarung bezieht sich nämlich nicht nur auf die Bereiche der Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und soziale Arbeit (FH-GS), der der Kanton Bern bereits angehört, sondern auch auf die der FH-Westschweiz, insbesondere mit der Schaffung der Ingenieurschule des Jurabogens.

Der formelle Beitritt des Kantons Bern zum Westschweizer Fachhochschulnetz ist deshalb für die künftige Gültigkeit der HS-BEJUNE-Vereinbarung notwendig, denn



sie betrifft Ausbildungsstätten in den Bereichen der FH-Westschweiz.

## **5. SCHLUSS**

Mit der Erweiterung des Konkordats über die Errichtung der Fachhochschule der Westschweiz soll Folgendes erreicht werden:

- Bestätigung und Erweiterung der Ziele des Rahmenvertrags, der am 22. September 1999 zwischen der FH-Westschweiz und dem Kanton Bern abgeschlossen wurde;

- eine deckungsgleiche geografische Ausdehnung der beiden Westschweizer Fachhochschulen (FH-Westschweiz und FH-GS);
- eine bessere Erfüllung der von den Bundesbehörden gestellten Bedingungen für die Erneuerung der FH-Betriebsbewilligungen;
- die Fusion von zwei Ingenieurschulen;
- die Festigung der beiden Institutionen, indem sie in den Genuss der Ressourcen und Kompetenzen des Kantons Bern als Vollmitglied kommen.

---

**Décret**

*du*

**portant approbation de l'avenant acceptant l'adhésion de plein droit du canton de Berne au concordat intercantonal créant une Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 48 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999;

Vu les articles 45 let. b et 52 al. 1 let. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 7 mai 1857;

Vu le message du Conseil d'Etat du 28 octobre 2003;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**Art. 1**

Le canton de Fribourg approuve l'avenant, publié ci-après, acceptant l'adhésion de plein droit du canton de Berne au concordat intercantonal créant une Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).

**Art. 2**

Ce décret est soumis au referendum législatif.

**Art. 3**

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

---

**Dekret**

*vom*

**über die Genehmigung des Nachtrags zur Bewilligung des Vollbeitritts des Kantons Bern zum interkantonalen Konkordat über die Errichtung einer Fachhochschule der Westschweiz (FH-Westschweiz)**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 48 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. April 1999;

gestützt auf die Artikel 45 Bst. b und 52 Abs. 1 Bst. 1 der Staatsverfassung des Kantons Freiburg vom 7. Mai 1857;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 28. Oktober 2003;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Der Kanton Freiburg genehmigt den in der französischen Ausgabe der SGF und der BDLF veröffentlichten Nachtrag, mit dem der Vollbeitrag des Kantons Bern zum interkantonalen Konkordat über die Errichtung einer Fachhochschule der Westschweiz (FH-Westschweiz) bewilligt wird.

**Art. 2**

Dieses Dekret untersteht dem Gesetzesreferendum.

**Art. 3**

Der Staatsrat setzt das Datum des Inkrafttretens dieses Dekrets fest.

---

## **Avenant**

*du 29 novembre 2002*

### **au concordat intercantonal créant une Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)**

---

Vu la requête du canton de Berne du 20 décembre 2001 d'adhérer au concordat de la HES-SO;

#### **Article unique**

<sup>1</sup> Le Comité stratégique de la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) accepte l'adhésion de plein droit du canton de Berne au concordat intercantonal du 9 janvier 1997 créant une HES-SO.

<sup>2</sup> Chaque canton soumet à son parlement la ratification du présent avenant au concordat.

<sup>3</sup> Après la ratification du présent avenant par les cantons concordataires et la décision parlementaire du canton de Berne, le Comité stratégique décidera de la date d'entrée en vigueur de l'adhésion.

*Le présent avenant a été approuvé par le Comité stratégique de la HES-SO lors de sa séance du 29 novembre 2002.*